

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TANK SOLUTIONS NORMANDIE

RTE INDUSTRIELLE
PORT DU HAVRE NUMERO 5279
76430 Sandouville

Références : 20240314_déchets_eaux superficielles
Code AIOT : 0005801086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement TANK SOLUTIONS NORMANDIE implanté RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 Sandouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 14 mars 2024 s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK SOLUTIONS NORMANDIE
- RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 Sandouville

- Code AIOT : 0005801086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Tank Solutions Services (TSN) est une station de lavage de citernes implantées dans la zone industrialo-portuaire du Havre (commune de Sandouville).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets Aqueux : Gidaf	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2	Demande d'action corrective	1 jour
2	Prélèvement et mesures	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Déchets sortant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déclarations mensuelles d'autosurveillance montrent des dépassements ponctuels des valeurs seuils autorisées pour certains paramètres (azote, phosphore et composés organohalogénés adsorbables (AOX) notamment). L'exploitant a mis en place des mesures pour réduire le nombre de dépassements et doit continuer d'investiguer pour améliorer la qualité des effluents rejetés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets Aqueux : Gidaf

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (voir arrêté).
Constats : Les échanges entre l'inspection et l'exploitant ont porté sur les résultats d'autosurveillance déclarés dans l'application "Gidaf" entre juillet 2023 et janvier 2024 (la déclaration de février 2024 n'étant pas encore saisie dans Gidaf le jour de la visite (attente de résultats du laboratoire d'analyse)).

La principale problématique abordée lors des visites de 2022 et 2023 était un dépassement récurrent de la concentration en azote global (NGL). L'exploitant avait indiqué mettre en place des mesures organisationnelles pour identifier les citernes dont le nettoyage pourrait être à l'origine des pics d'azote et pour pouvoir diriger les eaux de lavage dans une réserve (d'une capacité d'environ 100 m³) et les injecter dans la STEP à un débit tel que le traitement biologique ne soit pas saturé.

On peut noter que, sur la période étudiée (juillet 2023 à janvier 2024), il n'y a eu aucun dépassement en NGL sauf sur la période 12 au 17 septembre 2023 (3 jours à 64 mg/L; 1 jour à 65,5 mg/l, un jour à 79 mg/l et 1 jour à 84,8 mg/l; pour une valeur limite d'émission à 60 mg/l).

On note des dépassements ponctuels sur d'autres paramètres:

Matières en suspension (MES):

On note des dépassements du 19 au 22 janvier 2024: 122 mg/L à 126 mg/L pour une valeur limite d'émission (VLE) de 60 mg/L.

L'exploitant a indiqué avoir rencontré un problème avec les filtres à sable: le nettoyage automatique des filtres ne s'est pas déclenché. Il a indiqué avoir réalisé la maintenance nécessaire. La situation est revenue à la normale à partir du 23 janvier (où la concentration en MES est redescendue à 7 mg/L).

Composés organiques halogénés (AOX) :

On note d'importants dépassements de la VLE pour la concentration en AOX du 13 novembre au 4 décembre 2023. La concentration est montée progressivement jusqu'à atteindre un pic à 9,9 mg/kg le 20 novembre, pour une VLE de 1 mg/kg.

L'exploitant explique cette période de dépassement par:

- une forte concentration d'AOX dans le coagulant utilisé pour le traitement physico-chimique,
- une surconsommation de coagulant utilisé pour le traitement physico-chimique amenant des AOX dans les bassins biologiques (le traitement a été réalisé pour un nouvel opérateur en cours de formation),
- le produit traité était de type "savons" nécessitant un apport élevé de coagulant dans le traitement physico-chimique.

L'exploitant a indiqué avoir formé le nouvel opérateur sur le traitement physico-chimique et plus particulièrement sur le traitement des eaux de lavage contenant des produits de type "savons". Avec le retour d'expérience, l'exploitant met régulièrement à jour une note interne listant les produits considérés comme "à risque" pour le bon fonctionnement de la STEP et devant être isolés dans le bassin tampon de 100 m³. Cette note, dont la dernière mise à jour date du 08/03/2024, a été transmise à l'inspection par mail du 15/03/2024. Sont listés 12 produits dont des produits type "savons".

Phosphore :

On note 3 périodes de dépassement en concentration de phosphore; sans dépassement du double de la VLE (qui est de 3 mg/L):

- du 8 au 15 août 2023: concentration variant entre 3,24 mg/L et 5,52 mg/L;
- du 22 au 27 décembre 2023: concentration variant entre 3,15 mg/L et 4 mg/L;
- le 22 janvier 2024: concentration de 4,4 mg/L.

L'exploitant a expliqué que, pour un fonctionnement optimal du traitement biologique, il faut un équilibre entre les composés carbonés, azotés, et phosphorés (100 carbonés pour 10 azotés pour 1 phosphoré). L'exploitant explique la hausse de la concentration en phosphore par un déséquilibre du ratio C/P/N. Il a également indiqué que la température extérieure (inférieure à 14°C) diminue l'activité des bactéries.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande 1</u> : l'exploitant poursuivra le développement des mesures permettant d'éviter des dépassements de concentration en AOX, en phosphore et en azote.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1jour

N° 2 : Prélèvement et mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre : (voir arrêté)
Constats : L'inspection a constaté sur site la mesure en continu du pH et de la température. Au moment du contrôle, les valeurs étaient conformes à l'arrêté préfectoral: - pH = 7,93 (valeur réglementaire: entre 5,5 et 8,5), - Température = 16 °C (valeur réglementaire: < 30 °C). Par mail du 15/03/2024, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification du préleveur d'échantillons permettant les analyses des effluents. Celui-ci a été contrôlé le 12 juillet 2023 par un organisme compétent. On note quelques remarques sur: - l'encrassement de certains équipements (électrodes/couvercle, filtre sur couverture, tube de prélèvement), - la nécessité de dégivrer l'enceinte réfrigérée - le fait que «le presse étoupe de la canne à immersion est cassé» et qu'il faut «protéger le dessus de la canne».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande 2</u> : l'exploitant apportera des commentaires concernant l'influence des remarques portées dans le rapport de vérification du préleveur sur la qualité des mesures. Il justifiera que ces remarques ont été levées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 3 : Déchets sortant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, registre déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté la liste des déchets dangereux sortant du site en 2023 et enregistrés sur le registre national des déchets. Par mail du 12/03/2023, l'exploitant a transmis les certificats d'acceptation préalable (CAP) des différentes sociétés ayant éliminé des déchets dangereux de TSN Sandouville en 2023.</p> <p>Après un contrôle par sondage, l'inspection a fait l'exploitant les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de CAP concernant un lot de déchets expédié le 30/05/2023 sous le code d'élimination R1 («Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (valorisation énergétique»)). Le code déchets est le 15 02 02* («Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses»). <p>Par mail du 08/04/2024 et après investigations de l'exploitant, celui-ci a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur de saisie . Le lot en question a été traité par une autre société de traitement de déchets que celle indiquée dans le registre national. Le CAP justifiant l'acceptation de ce type de déchets par la société en question a été montré à l'inspection en visite.</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'après le registre national, deux lots de déchets de code 16 07 08* («Déchets contenant des hydrocarbures») ont été traités sous le code d'élimination D1 («déversement sur ou dans le sol»). Ce qui semble incompatible pour ce type de déchets. L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'une erreur de saisie et a justifié avec les BSDD (Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux) correspondant, que ces déchets ont été éliminés sous le code R1. <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté par sondage, que les déchets dangereux étaient séparés par type de déchets et stockés dans des zones dédiées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 3 : l'exploitant veillera à la qualité et l'exactitude des informations déclarées dans le registre national de déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite